L'accessibilité numérique du site PRAXES

PRAXES s’engage à rendre ses sites internet, intranet, extranet conformément à l’article 47 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005.

État de conformité

PRAXES (PRAXES@IN) est partiellement conforme avec le référentiel général d’amélioration de l’accessibilité (RGAA).

Résultats des tests

L’audit de conformité réalisé par Weitblick révèle que :

- 73,3 % des critères du RGAA version 4 sont respectés.

Établissement de cette déclaration d’accessibilité

Cette déclaration a été établie le 10/11/2025.

Les vérifications de restitution de contenus ont été réalisées avec les configurations suivantes :

- Firefox et NVDA ;
- Safari et VoiceOver ;
- Firefox et Jaws.

Technologies utilisées pour la réalisation du site

- Colour Contrast Analyser ;
- Extension « Web Developer » ;
- Extension « Assistant RGAA » ;
- Extension « WCAG Contrast checker » ;
- Extension « ARC Toolkit » ;
- Extension « HeadingsMap » ;
- Validateur HTML du W3C.

Pages du site ayant fait l’objet de la vérification de conformité

- PRAXES@IN

Retour d’information et contact

Si vous n’arrivez pas à accéder à un contenu ou à un service, vous pouvez contacter le responsable du site pour être orienté vers une alternative accessible ou obtenir le contenu sous une autre forme.

- Contacter : Langenfeld Michael (webmaster@ofaj.org)

Voies de recours

Si vous constatez un défaut d'accessibilité vous empêchant d'accéder à un contenu ou une fonctionnalité du site, que vous nous le signalez et que vous ne parvenez pas à obtenir une réponse de notre part, vous êtes en droit de faire parvenir vos doléances ou une demande de saisine au Défenseur des droits.

Plusieurs moyens sont à votre disposition :

- Écrire un message au Défenseur des droits via le formulaire de contact
- Contacter le délégué du Défenseur des droits dans votre région : Annuaire des délégués | Défenseur des Droits
- Envoyer un courrier par la poste (gratuit, ne pas mettre de timbre) Défenseur des droits Libre réponse 71120 75342 Paris CEDEX 07
- Contacter le Défenseur des droits par téléphone : 09 69 39 00 00